

JUSTICE K.S. PUTTASWAMY (RETD.) & ANR. v. UNION OF INDIA & ORS.

(2019) 1 SCC 1 — W.P. (Civ.) No. 494 de 2012 — Cour suprême, 26 septembre 2018

[« Puttaswamy (II) » — à distinguer de Puttaswamy (I), 2017, sur le droit à la vie privée]

MÉTADONNÉES

Intitulé exact : Justice K.S. Puttaswamy (Retd.) and Another v. Union of India and Others

Alias : Puttaswamy (II) ; Aadhaar Case

Thème : Système biométrique Aadhaar – surveillance étatique – vie privée – données personnelles

Mots-clés : Aadhaar Act, 2016 ; identification biométrique obligatoire ; art. 21 — droit à la vie privée ; minimisation des données ; surveillance étatique ; art. 57 – utilisation par le secteur privé (invalide) ; art. 33(2) – divulgation aux tribunaux militaires (invalide) ; Money Bill (art. 110) ; dissidence Chandrachud J.

Résumé des faits :

Après que *Puttaswamy (I)* (24 août 2017) a consacré le droit à la vie privée comme droit fondamental, la même affaire revient devant un banc de cinq juges pour statuer sur le fond : la constitutionnalité de la loi Aadhaar (« *Aadhaar (Targeted Delivery of Financial and Other Subsidies, Benefits and Services) Act* » de 2016) et du schéma d'identification biométrique nationale qu'elle encadre.

L'Aadhaar est un système d'identité numérique national attribuant à chaque résident indien un numéro unique de 12 chiffres, lié à ses données biométriques (empreintes digitales et iris) et démographiques. Le gouvernement cherche à le rendre obligatoire pour l'accès aux prestations sociales, aux services bancaires, aux sim cartes téléphoniques et à de nombreux services privés. Les requérants soutiennent que le schéma constitue un « État de surveillance » et porte atteinte aux droits fondamentaux à la vie privée et à l'égalité. Le banc de cinq juges présidé par le juge en chef Dipak Misra rend son arrêt le 26 septembre 2018 à la majorité de 4/5, Chandrachud J. étant seul dissident.

Question(s) de droit :

La loi Aadhaar de 2016 et le schéma d'identification biométrique sont-ils compatibles avec le droit fondamental à la vie privée consacré par *Puttaswamy (I)* ? L'extension du système Aadhaar au secteur privé (article 57 de la loi) est-elle constitutionnellement valide ? La loi Aadhaar a-t-elle été régulièrement adoptée en tant que « Money Bill » au sens de l'article 110 de la Constitution ?

Solution(s) :

La Cour suprême, à la majorité de 4/1 (Chandrachud J. dissident), statue :

- **Validité du schéma Aadhaar pour les prestations de l'État :** La loi Aadhaar est déclarée constitutionnellement valide dans la mesure où elle impose Aadhaar comme condition d'accès aux prestations sociales et subventions financées sur fonds publics. L'objectif de ciblage des bénéficiaires pour éviter les fraudes est un objectif légitime, et la collecte de données est proportionnée à cet objectif.
- **Invalidité de l'article 57 – secteur privé :** L'article 57 de la loi, qui permettait aux entités privées (banques, opérateurs téléphoniques, etc.) d'imposer l'authentification Aadhaar pour leurs services, est déclaré inconstitutionnel. Il permet une surveillance commerciale des individus par des acteurs privés, disproportionnée et contraire au droit à la vie privée.
- **Invalidité de l'article 33(2) – divulgation aux juridictions militaires :** La disposition permettant la divulgation des informations Aadhaar aux autorités militaires est invalide car elle ne prévoit pas de garanties procédurales suffisantes.
- **Principe de minimisation des données :** La Cour valide l'existence du système Aadhaar notamment parce que la loi interdit la collecte de données sensibles (religion, caste, appartenance ethnique, revenus, etc.) et prévoit un principe de « minimisation des données ». Le système ne permettrait pas, selon la majorité, de créer un profil global des individus.
- **Question du Money Bill (majorité) :** La loi Aadhaar, adoptée comme *Money Bill* sans l'assentiment du Rajya Sabha (chambre haute), est validée par la majorité. Chandrachud J. dissidente conteste vigoureusement ce point.

Principe(s) dégagé(s) :

La décision opère une distinction cruciale entre la **surveillance étatique justifiée** (pour l'attribution de prestations sociales : admissible) et la **surveillance commerciale privée** (pour des services bancaires ou téléphoniques : inadmissible). Elle pose le principe que le droit à la vie privée des individus ne peut être monétisé par le secteur privé via la collecte de données biométriques, même avec l'accord de l'État.

* * *

Citation(s) importante(s) :

- **Sikri J. (majorité)** : « The Aadhaar Act upholds the principle of data minimization ... it does not collect sensitive information such as race, religion, caste, tribe, language, income, or medical history. It is therefore very difficult to create a profile of a person simply on the basis of biometric and demographic information stored in the Aadhaar network ».
- **Sikri J. (sur le secteur privé)** : La possibilité offerte par l'article 57 aux entités privées d'exiger l'authentification Aadhaar « is liable to be misused » et « would enable commercial exploitation of an individual's data », ce qui est disproportionné au regard du droit à la vie privée et inconstitutionnel.
- **Chandrachud J. (dissidence)** : Le vote de la loi Aadhaar sous forme de *Money Bill* « subverts the constitutional design, by-passing the Rajya Sabha where the government lacked a majority. This is a fraud on the Constitution ». En outre, selon Chandrachud J., le système Aadhaar tel qu'il est conçu est inhéremment susceptible de créer un « Big Brother » étatique incompatible avec la dignité et la liberté des individus.

* * *

Postérité :

- Conformément à la décision, l'obligation d'Aadhaar pour l'ouverture de comptes bancaires, l'obtention de cartes SIM et les services privés a été levée. L'utilisation d'Aadhaar pour les prestations d'aide sociale, les subventions, les allocations et l'accès aux services publics reste valide et contraignante.
- La dissidence de Chandrachud J. sur le *Money Bill* a été partiellement relancée : dans *Rojer Mathew v. South Indian Bank* (2019), la Cour suprême a renvoyé la question de la définition du *Money Bill* à un banc de sept juges pour réexamen.
- La décision a directement inspiré le **Digital Personal Data Protection Act (DPDPA)** de 2023, première loi indienne de protection des données personnelles. Cependant, des critiques soulignent que cette loi ne met pas pleinement en œuvre les principes de minimisation et de proportionnalité exigés par *Puttaswamy (I)* et *(II)*.
- La question de la surveillance étatique systématique demeure ouverte : le déploiement de systèmes de reconnaissance faciale par la police indienne, non encadré par la loi, est contesté devant plusieurs Hautes Cours, qui s'appuient étroitement sur les principes de proportionnalité de *Puttaswamy*.

* * *

Références extérieures :

- BHATIA, Gautam, *The Transformative Constitution*, HarperCollins, New Delhi, 2019, pp. 555-590.
- DATTA, Pratik, « Aadhaar Judgment: A Pyrrhic Victory for Privacy », *Economic and Political Weekly*, vol. 54, n° 1, 2019.
- KHANNA, Arghya, *The Aadhaar Judgment and the Architecture of Privacy*, Westland Books, Mumbai, 2019.
- RAMACHANDRAN, Sruthi, *Privacy is the New Fundamental Right*, Westland Books, Mumbai, 2018.
- ZUBOFF, Shoshana, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, PublicAffairs, New York, 2019.